

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



La carte archéologique

Eric Gassies

Number 109, 3e trimestre 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1043259ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1043259ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gassies, E. (1996). La carte archéologique. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (109), 39–43. <https://doi.org/10.7202/1043259ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La carte archéologique

par
*Eric Gassies**

INTRODUCTION

Parmi les différentes missions assignées au Service régional de l'Archéologie de Guadeloupe (SRA), figure la réalisation de la carte archéologique du département. Ce programme, initié à l'échelon national, a pour but de permettre une meilleure gestion du patrimoine archéologique par le biais d'un inventaire systématique des vestiges. En Guadeloupe, plus de 200 sites ont d'ores et déjà été recensés et la carte archéologique s'enrichit chaque jour de nouvelles découvertes.

1. ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

Inventaire le plus précis possible du patrimoine archéologique d'un pays, la carte archéologique est loin d'être une préoccupation contemporaine. Déjà dans l'Italie de la Renaissance, le pape Jules II (1443-1513) demanda à son peintre favori, Raphaël (1483-1520), un inventaire des vestiges romains de la ville. Il est vrai qu'il s'agissait alors, pour le souverain pontife, d'enrichir la collection de son « cabinet d'Antiquités ». En France, il reste difficile de retracer avec précision l'historique de la carte archéologique. On peut toutefois situer les premières tentatives sérieuses d'inventaire, avec la création, sous le second Empire, du service des Monuments Historiques. En effet, Prosper Mérimée (1803-1870), dès sa nomination au poste d'inspecteur en chef, enverra ses collaborateurs sillonner les différentes régions à la recherche des « monuments pittoresques » de la France. A l'époque, seuls les vestiges monumentaux encore en élévation sont pris en compte. Mais ces premiers travaux, accompagnés le plus souvent de gravures, croquis ou relevés fidèles, demeurent des té-

* Direction régionale des Affaires culturelles de Guadeloupe, Service régional de l'archéologie, 14, rue Maurice-Marie-Claire, 97100 Basse-Terre, FWI Guadeloupe.

moignages précieux sur des bâtiments que le siècle suivant, avec les conflits qui l'ont agité, n'a pu dans bien des cas, sauver de la destruction.

Au cours du XX^e siècle, la notion même de « vestige archéologique » va évoluer. La discipline archéologique se constitue peu à peu, principalement dans les années 1960 à la suite des travaux d'André Leroi-Gourhan (1911-1986). Une terminologie nouvelle est mise en place qui prend en compte les problématiques de la chrono-stratigraphie ; on ne parlera plus de « vestige » mais de « site ».

Les grands travaux d'aménagement du territoire, initiés à la fin des années 60 et au début des années 70, vont faire prendre conscience aux pouvoirs publics, le plus souvent de manière dramatique (après le passage des engins mécaniques !), de la nécessité de connaître par avance le potentiel archéologique du sous-sol. C'est cette volonté de prévenir le risque archéologique, en harmonie avec les différents acteurs de l'aménagement du territoire, qui a présidé à la constitution des « cellules carte archéologique » au sein des Services régionaux de l'Archéologie.

2. LA CARTE ARCHÉOLOGIQUE AUJOURD'HUI

Dès sa création en 1975, l'objectif de la carte archéologique est clairement défini. Il s'agit d'un outil mis à la disposition des services centraux et déconcentrés du ministère de la Culture, et conçu pour les aider à assumer leur mission de gestion du patrimoine archéologique national. Il faut donc recenser de manière exhaustive ce qui est déjà connu et identifier de nouveaux sites pour pouvoir agir en amont des grands projets d'aménagement et prévenir de manière efficace les risques archéologiques.

La carte devait également constituer une aide à l'orientation de la recherche, tant au niveau régional que national. C'est pourquoi il est décidé dès sa mise en place qu'elle prendrait la forme d'un fichier informatisé sur micro-ordinateur connecté à une base de données nationale, située sur un ordinateur du centre de calcul du Fort de Saint-Cyr, à Fontainebleau. Au fil des ans, elle subira une lente évolution et diverses modifications du système informatique qui lui sert de support (SIGAL 1 jusqu'en 1987 puis SIGAL 2 jusqu'en 1992, DRACAR depuis cette date).

Les données issues des différentes bases régionales sont localisées sur un ordinateur IBM 6000 à St-Cyr. Le système d'exploitation est UNIX et l'application actuelle DRACAR est bâtie à partir du système de gestion de bases de données relationnelles ORACLE. La connection à la base nationale s'effectue par l'intermédiaire du réseau TRANSPAC, à l'aide d'un modem ou d'une carte de communications intégrée au micro-ordinateur. Les connexions sont réalisées avec le logiciel de communications KERMIT, qui permet également le rapatriement de données sur le poste de travail local, soit pour réaliser des impressions, soit pour permettre le retraitement des données sous un autre logiciel (traitement de textes, bases de données, cartographie, PAO, SIG...).

Depuis 1991, la carte archéologique est identifiée comme programme prioritaire du ministère de la Culture. Depuis lors, l'inventaire des sites a connu une progression sans précédent. A titre d'exemple, 108 276 sites recensés sur le territoire en 1991, 210 000 à la fin de 1995.

3. LA CARTE ARCHÉOLOGIQUE DE LA GUADELOUPE

En Guadeloupe, la mise en place d'une cellule carte archéologique au sein du Service régional de l'Archéologie de la DRAC (Direction régionale des Affaires culturelles) est effective depuis 1994. Dans ce contexte d'installation récente, le premier objectif a été de reconstituer l'état des connaissances dans ce domaine. Le travail a donc débuté par le dépouillement systématique des sources documentaires existantes. Il s'agit, pour l'essentiel, de documents conservés aux Archives départementales, de publications (Sociétés savantes, chroniqueurs...) ou mémoires de chercheurs, de rapports sur des sondages ou des fouilles déjà réalisés dans la région ou encore de notes mentionnant la découverte de sites et faisant partie du fond propre du SRA.

Dans le même temps, un programme de vérification des sites anciennement connus a été lancé. Ces opérations effectuées *in situ* ont pour but de vérifier l'état réel de conservation de ces sites et d'en affiner la chronologie lorsque cela est possible, afin de pouvoir enregistrer des données actualisées dans la carte archéologique.

Les informations recueillies sont pour l'instant reportées sur le système de fiches manuelles en vigueur sur l'ensemble du territoire métropolitain, la connexion avec la base de données nationale étant en cours d'achèvement.

Le contenu des fiches comporte des indications à la fois administratives et scientifiques, en accord avec le cahier des charges défini dès l'origine pour le programme « carte archéologique ».

Le volet administratif concerne toutes les informations permettant d'identifier le site : nom, numéro d'enregistrement, localisation générale (département, commune...) et localisation précise (coordonnées UTM – Universal Transverse Mercator –, altitude...). Les mesures de protection déjà en vigueur (classement Monuments Historiques, inscription à l'Inventaire supplémentaire...) ou bien celles qui devront être appliquées sont également prises en compte.

La partie scientifique s'attache en premier lieu à définir le type de site en fonction de sa situation dans l'espace (plein air, grotte ou abri, hors du sol, enfoui ou immergé), de son état à la découverte (inorganisé, structuré...) et des éléments permettant de le situer dans le temps, en relevant les indications de chronologie relative et absolue (toutes les méthodes physico-chimiques de datation).

Un volet nommé descripteur secondaire permet d'affiner la description des vestiges en tenant compte des particularités régionales pour lesquelles un vocabulaire spécifique est mis progressivement en place. Ce dernier travail s'effectue en collaboration étroite avec les services archéologiques de Martinique et de Guyane. En outre, un certain nombre de données concernant la géologie, la géomorphologie et l'occupation du sol sont également mentionnées.

Aujourd'hui ce sont un peu plus de 200 sites qui ont ainsi été répertoriés, dont les deux-tiers concernent la période précolombienne. Les vestiges du patrimoine colonial, en effet, posent le problème de la frontière entre sites archéologiques et sites relevant de l'inventaire. Pour l'heure, à défaut d'un véritable service de l'inventaire en Guadeloupe, tous les sites patrimoniaux sont progressivement intégrés dans la carte archéologique.

Plus qu'un simple instrument au service de la gestion du patrimoine, la carte archéologique se veut également une aide à l'orientation de la recherche. C'est pourquoi le SRA de Guadeloupe souhaite mettre en place un système d'information géographique (SIG) qui permette d'intégrer à la carte des « pans entiers de l'analyse archéologique – étude des parcelles, sciences de la nature et de la terre, reconstitution des géographies humaines anciennes (...) »¹. Ainsi, la possibilité de replacer les sites dans leur contexte géologique, orométrique, morphologique ou encore pédologique et de pouvoir étudier ensemble ou séparément leurs critères géomorphologiques devrait permettre à terme de tester de nouveaux schémas de modélisation et d'interprétation.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

GENERALITE SUR LA CARTE ARCHEOLOGIQUE

- *La prospection archéologique : paysage et peuplement*, actes de la table ronde des 14 et 15 mai 1982, Paris. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 1986. (Documents d'archéologie française) ; 3).
- La carte archéologique : dossier proposé par Jean Luc FICHES in *Les Nouvelles de l'Archéologie*, automne 1991, n° 45.
- KRIER, Vincent, SUMERA, Franck, WABONT, Monique. – Carte archéologique et/ou géographie de l'archéologie in *Actes du colloque de Périgueux 1995*, supplément à la Revue d'archéométrie, 1996, p. 217 à 222.

LA CARTE ARCHEOLOGIQUE EN GUADELOUPE

- BARBOTIN, Maurice. « Les sites archéologiques de Marie-Galante (Guadeloupe) » in *Compte-rendu des communications du Troisième Congrès International d'Etudes des Civilisations Précolombiennes des Petites Antilles*, St. George's, Grenade, 7-11 juillet 1969. Grenada : Grenada National Museum, 1970, p. 27-43.
- CLERC, Edgar. – Sites précolombiens de la côte nord-est de la Grande-Terre de Guadeloupe in *Compte-rendu des communications du Second Congrès International d'Etudes des Civilisations Précolombiennes des Petites Antilles*, St. Ann's Garrison, Barbade, 24-28 juillet 1967. Barbados : Barbados museum, 1968, p. 47-59.
- EMOND, Denis. – *Contribution à la préhistoire de Marie-Galante : le site de Taliseronde*. Montréal : université, 1980. 1 vol., 176 p. Mémoire d'anthropologie : université de Montréal, faculté des Arts et Sciences.
- GASSIES, Eric et ROUSSEAU, Xavier – Travaux et recherches archéologiques de terrain : la carte archéologique de la Guadeloupe in *Bilan*

1. KRIER, Vincent, SUMERA, Franck, WABONT, Monique. – Carte archéologique et/ou géographie de l'archéologie in *Actes du colloque de Périgueux 1995*, supplément à la Revue d'archéométrie, 1996, p. 217 à 222.

- scientifique*, 1994, p. 16-19. Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie.
- KRIER, Vincent, SUMERA, Franck, WABONT, Monique. – Carte archéologique et/ou géographie de l'archéologie in *Actes du colloque de Périgueux 1995*, supplément à la *Revue d'archéométrie*, 1996, p. 217 à 222.